

Une lettre de Lima, après la condamnation de HUGO BLANCO

Le procès d'appel contre Hugo Blanco devant la Cour suprême militaire n'a pas eu dans la presse internationale l'écho du procès de Tacna (septembre-octobre 1965). Cela a été dû aussi bien à sa durée très brève qu'au fait qu'il a eu lieu dans les journées dramatiques où l'opinion internationale était bouleversée par les nouvelles sur la mort d'Ernesto Che Guevara.

La date du procès n'avait été communiquée qu'avec peu de jours d'avance et la façon même dont il avait été convoqué justifiait les pires craintes quant à l'orientation des juges. Comme il est connu, dès novembre 1966, le procureur avait demandé que Blanco soit condamné à la peine de mort, tandis que la Cour de Tacna lui avait infligé 25 ans de prison. Il était ainsi devenu le porte-parole des secteurs de l'armée et de la police qui n'avaient pas caché leur mécontentement lors du premier verdict en considérant qu'il n'aurait pas fallu se préoccuper de la campagne de solidarité qui s'était développée au Pérou et dans le monde entier. D'après la procédure, si la Cour avait opté pour la peine capitale, aucun appel n'aurait été possible et l'exécution aurait eu lieu presque immédiatement.

Malgré le peu de temps à leur disposition, les comités de solidarité au Pérou lançaient l'alarme en soulignant l'urgence de relancer la campagne internationale. Pour sa part le F.I.R., l'organisation trotskyste péruvienne dont Blanco est président, distribuait à Lima des tracts qui faisaient appel à la solidarité populaire et reproduisaient le texte d'un message du prisonnier.

L'audience était fixée au 12 octobre : le public était admis dans la salle, tandis que l'accusé n'avait pas le droit d'assister. Le procureur réitérait sa demande de peine de mort, mais l'Auditor lui-même se prononçait contre et demandait la confirmation du verdict de Tacna. La parole était ensuite donnée au courageux avocat de Blanco, maître Alfredo Batillana qui, déjà, à Tacna, avait joué son rôle d'une façon admirable. Son plaidoyer vigoureux et passionnant était salué à la fin par les applaudissements du public présent. Immédiatement après, la Cour militaire prononçait son verdict : 25 ans à passer dans le pénitencier d'El Fronton, une petite île à une heure de bateau du Callao, le port de Lima. L'audience n'avait duré que quelques heures.

Puisqu'il existait un danger que Hugo soit condamné à mort, la confirmation du verdict de Tacna a été accueillie avec soulagement. Il est toutefois inutile de rappeler qu'il s'agit en tout cas d'une peine très lourde qui n'a pas de justification légale. En outre, du fait qu'il n'y a plus aucune possibilité d'appel, le verdict doit être considéré comme désormais irréversible.

Comme Blanco l'a affirmé dans son message à la IV^e Internationale, la cam-

pagne mondiale de solidarité a été décisive pour le soustraire au peloton d'exécution. Il est maintenant nécessaire que cette campagne continue car nous ne pouvons pas accepter l'idée que le dirigeant des paysans du Cuzco reste en prison pendant 25 années et que sa vie ne cesse d'être en danger.

Nous avons déjà dit que certains secteurs de l'armée et de la police ont désapprouvé la « clémence » des juges de Tacna qu'ils accusent d'avoir cédé aux pressions internationales. De telles opinions sont naturellement partagées par de grands propriétaires fonciers qui voyaient en Blanco leur ennemi principal et ont toujours peur de lui, même s'il est en prison. De la part de tels secteurs, déjà maintenant et à plus forte raison dans l'éventualité d'une nouvelle radicalisation de la lutte de classe au Pérou, des tentatives d'assassinat pourraient être entreprises. Si l'on tient compte du fait que le dirigeant révolutionnaire vit dans la petite île d'El Fronton avec à peu près deux mille prisonniers dont les politiques ne sont qu'une minorité infime et que, parmi les prisonniers de droit commun, les bagarres, les blessures et même les tueries ne sont pas rares, il est facile de comprendre à quels dangers il se trouve constamment exposé. Ce danger risque de s'aggraver dans l'avenir proche lorsque seront libérés ses camarades paysans qui actuellement s'occupent de lui.

Quant aux conditions matérielles de vie du prisonnier, sa situation est sans aucun doute améliorée par rapport au dur isolement dont il avait souffert pendant trois ans dans la prison d'Arequipa. Il peut recevoir des visites les jours prévus par le règlement, et il peut lire les livres et les journaux qu'on lui envoie. Toutefois, pour se procurer une nourriture décente et pour aider les siens — il a deux enfants encore petits — il doit travailler pendant de très longues heures (il fabrique, entre autres, des petites statues en bois et des cartes en couleurs).

Pour toutes ces raisons, il est indispen-

sable que la campagne internationale de solidarité soit relancée et considérée comme une nécessité permanente aussi longtemps que Blanco restera en prison. Les buts fondamentaux doivent être les deux suivants : obtenir une amnistie, dont joueraient d'autres prisonniers politiques de Tauro à Hector Bejar et Ricardo Gadea, et assurer à Blanco l'aide matérielle dont il a besoin. Une telle aide lui sera transmise par son avocat. Tous ceux qui ont déjà contribué, devront faire un effort supplémentaire, en tenant compte, entre autres, qu'il est impossible de parvenir à des résultats appréciables dans ce sens au Pérou même, où les militants des organisations révolutionnaires vivent dans des conditions de dénuement extrême, avec des salaires de famine ou sans salaire du tout à cause du chômage ou des discriminations à leur encontre.

Une dernière information. Tous les condamnés du procès de juillet 67, dit des « expropriateurs » (expropriation d'une banque pour financer la lutte révolutionnaire) ont été libérés, car ils avaient terminé leur peine (ou en avaient accomplie la plus grande partie). L'un de ces libérés, Daniel Pereyra, est rentré en Argentine.

Notre nouvelle permanence
ouvrira
le 1^{er} janvier 1968

En décembre, adressez
toujours votre courrier

64, rue de Richelieu
Paris-2^e

Le S.W.P. des États-Unis engage sa campagne électorale

Le 28 octobre, à la suite du congrès du Socialist Worker Party, a été lancée officiellement la campagne pour les élections présidentielles de 1968. Fred Halstead, l'un des dirigeants du mouvement contre la guerre, sera le candidat du S.W.P. à la présidence des États-Unis, tandis que Paul Boutelle, porte-parole et avocat du « pouvoir noir » sera le can-

didat à la vice-présidence. Leur programme est articulé autour de deux thèmes fondamentaux : la fin de la guerre du Vietnam par le retrait des troupes d'agression américaine, et la lutte pour le « pouvoir noir ».

Dans leurs déclarations, à la suite de leur nomination, les deux candidats ont précisé et développé ces thèmes. Paul Boutelle notamment est à répondre à un grand nombre de questions, notamment sur le fait que, combattant bien connu du « pouvoir noir », il se présentait sous la bannière d'une organisation socialiste... « Ma campagne pour le succès d'un programme socialiste, proclama Boutelle, n'est pas en contradiction avec le combat que je mène en faveur du « pouvoir noir ». Ce combat a une double dimension. C'est le combat des Noirs contre leurs oppresseurs blancs ; mais c'est aussi le combat des travailleurs noirs contre leurs patrons capitalistes. »

Pour sa part, Fred Halstead a notamment appelé que la seule façon de terminer la guerre du Vietnam était de ramener au plus vite les troupes engagées dans cette odieuse agression. « C'est ce que le peuple américain veut, et c'est ce que les troupes américaines veulent. D'après les derniers sondages d'opinion, lorsque nous parlons sur ce sujet nous parlons au nom de plus d'Américains que le Parti républicain ou que le Parti démocrate », a-t-il dit.

Ainsi, alors que les États-Unis sont déjà en période pré-électorale, le S.W.P. est la seule organisation de gauche américaine à s'être mobilisée pour cette échéance dont l'importance ne doit échapper à personne : de ce fait il est le seul — faut-il rappeler qu'aux dernières élections, au nom de la noblesse du « moindre mal », le Parti communiste « avait appelé à voter Johnson — à offrir, face aux deux partis bourgeois, une solution alternative à la classe ouvrière américaine et aux éléments d'avant-garde qui, au sein du mouvement contre la guerre et dans la revendication pour le pouvoir noir, s'opposent à la bourgeoisie la plus puissante du monde.

Aragon et son Elsa, ou le muscadin et la merveilleuse

Depuis 1931, date de sa désertion du camp surréaliste, on connaît le chemin suivi par Aragon jusqu'à sa consécration dans l'appareil stalinien du P.C.F. où se déploie tout son zèle : sa hargne antitrotskyste au moment des procès de Moscou (l'anthologie de ses articles de 1936-1937 dans les numéros de la revue « Commune » est édifiante) ; sa férocité intellectuelle dans l'entreprise de jdanovisation ; ses prétentions de régent des « lettres françaises » (la bénédiction ou l'excommunication des talents étant fonctions de ses amitiés et de ses inimitiés).

Par ailleurs, si, avec Madame Triolet — tout à son rôle d'épouse — le « chanteur d'Elsa » joue depuis longtemps le troubadour d'un nouvel âge, on sait que, depuis quelques années, ce couple de néo-Philémon et Baucis n'hésite plus à défrayer les chroniques plus ou moins mondaines des hebdomadaires de la presse féminine bourgeoise (voir « Elle », par exemple).

On ne pouvait imaginer jusqu'où trait ce scandaleux itinéraire d'embourgeoisement : sur ce chemin, voici que le journal « Humanité » du 15 novembre, en sa première page, publie une déclaration du couple célèbre qui est une véritable

bombe... contre-révolutionnaire ! A propos des graves événements de Grèce et des menaces de mort qui pèsent sur Mikis Théodorakis, le couple les « lettres françaises » lance au gouvernement d'Athènes cette apostrophe :

« plus longtemps qu'il ne peut tenir, on chantera la musique de celui dont il serait un martyr, comme on lit toujours L'Utopie de Thomas More ou les vers d'André Chénier. »

Rapprocher le musicien grec Théodorakis (héroïque victime de l'arbitraire fasciste) et le fondateur du socialisme utopique More (décapité par la réaction absolutiste) du sort d'un contre-révolutionnaire thermidorien, c'est un honteux amalgame.

Ainsi donc, dans leur vieillesse tranquille, Monsieur Aragon et Madame Triolet retrouvent, pour un Chénier, les mêmes accents de compassion qu'avait, pour le même homme, la jeunesse dorée des Muscadins et Merveilleuses, au temps de la réaction thermidorienne, dans la France de 1795. D'abandon en abandon, du drapeau rouge au drapeau tricolore (« mon parti m'a rendu les couleurs de la France »)... vont-ils en arriver au drapeau blanc ?

Serge NITHOU.

Le 34^e congrès de la C.F.D.T. a montré que les organisations ouvrières sont encore en pleine période de recherche et d'élaboration, mouvement qui s'effectue dans la confusion la plus grande et au niveau le plus bas. Ceci tient aux difficultés propres à l'ensemble du mouvement ouvrier à peine sorti de la période stalinienne et, en ce qui concerne la C.F.D.T., à la composition assez hétérogène de cette centrale : on y trouve des gaullistes, des membres du Centre démocrate, un fort courant favorable à la F.G.D.S., des militants du P.S.U., et, bien entendu, la masse des sans-parti, voire des apolitiques.

Les discussions entre ces divers courants au sein de la C.F.D.T. ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur l'évolution future de cette Centrale. Il apparaît clairement que les cadres de la C.F.D.T. sont en mesure de s'attaquer à des problèmes difficiles comme ceux de la planification, des rap-

REFORMES DE (les livres qui c)

Nous avons déjà parlé (1) de l'éclat particulier avec lequel avait été célébré le 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre en U.R.S.S. Sur la place Rouge s'est déroulé un spectacle « Son et Lumière » d'une ampleur inégalée. La raison en est claire : ce n'est pas de leur politique présente, mais du passé que les dirigeants soviétiques peuvent espérer tirer le prestige dont ils ont grand besoin : au-dessus des portraits des membres actuels du Comité central, on a mis celui de Lénine. N'est-ce pas dans l'intention naïve de montrer que la direction collégiale est maintenant assurée par Kossyguine, Brejnev et... Lénine ?

Dans le domaine historique, on assiste à la même opération. C'est ainsi que tant à l'Est qu'à l'Ouest sont apparues diverses publications apportant une « reconstitution » d'Octobre.

Le livre d'Ellenstein (2) en est l'exemple français le plus marquant. S'il était normal qu'à l'occasion du 50^e anniversaire, on assiste à la production d'une telle quantité de livres, leur qualité pourrait paraître plus étonnante : elle donne à la Révolution un lustre que les broches staliniennes classiques étaient incapables de lui fournir. On la décrit maintenant de façon moins stéréotypée, plus vivante, moins plus exacte, à tel point que, dans ses meilleures pages, Ellenstein se hausse au niveau des bonnes publications bourgeoises (type « Que Sais-je »). Ellenstein n'hésite pas à dire que Trotsky a eu un rôle dirigeant dans la Révolution !

Il y a là un changement qu'il faut expliquer ; bien sûr, on peut dire qu'il y a là « concurrence bourgeoise ». Devant les poussées révolutionnaires (Vietnam, Amérique latine) sans cesse plus nombreuses sont les gens qui s'interrogent sur toute une série de problèmes passés (et souvent résolus par la révolution russe). Personne ne nie l'actualité brûlante des problèmes du rôle de la bourgeoisie nationale, de la paysannerie, de la violence révolutionnaire. Ce serait alors une erreur évidente de laisser aux bourgeois le monopole des publications intéressantes. On comprend donc que la direction du P.C.F. fasse publier par certains de ses intellectuels des ouvrages d'« histoire ».

Il y a d'ailleurs un avantage incontestable à présenter la Révolution de façon plus historique, c'est que cela permet de la dater.

« Il est vrai que, depuis 1917, la situation a changé complètement » qu'elle s'est « modifiée souvent et considérablement », nous précise prudemment Ellenstein dans sa conclusion.

Ce ne sont cependant pas les seules raisons qui motivent la bureaucratie. La nouvelle mobilisation des masses, essentiellement due à la révolution coloniale, une radicalisation incontestable des intellectuels dans les pays de l'Est la contraint, non seulement à exhiber ses « lettres de noblesse », mais à jeter le poids des bolcheviks de 1917, dont elle se prétend la continuateur, dans la bataille pour le statut mondial. Le passé ne lui sert pas seulement de boue de zavetage, elle prétend en faire une arme offensive et défensive.